

MASTER DROIT PARCOURS DROIT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Présentation

Le master mention Droit vise à donner une formation juridique approfondie adaptée au contexte calédonien. Parce qu'il est ancré dans le droit et la vie économique de la Nouvelle-Calédonie, les enseignements dispensés transcendent la distinction traditionnelle entre droit public et droit privé, même si les étudiantes et étudiants choisissent l'une ou l'autre de ces spécialités.

Il forme des juristes opérationnels en leur apportant une maîtrise approfondie du droit local. Il met l'accent sur la connaissance des règles particulières d'applicabilité du droit au regard des nombreuses compétences transférées ainsi que du principe de spécialité législative. Les étudiantes et les étudiants développent des compétences en légistique, leur permettant d'interpréter, rédiger et appliquer les normes juridiques adaptées aux spécificités institutionnelles. L'apprentissage de l'anglais juridique et des cours dispensés en anglais permettent d'en faire des actrices et des acteurs possiblement ouverts sur l'environnement anglophone de la région.

Le master mention Droit répond aux besoins tant des étudiantes et étudiants voulant s'insérer professionnellement immédiatement après l'obtention de leur diplôme, par l'organisation d'un stage d'une durée de 4 mois, que de celles et ceux souhaitant s'orienter vers un parcours professionnel davantage axé sur la recherche juridique.

Cette formation est accessible à des publics de formation continue et initiale.

Les atouts de la formation

- Maîtrise des spécificités du droit calédonien dans un contexte de pluralisme juridique
- Bonne insertion dans le monde professionnel au travers d'enseignements par des professionnels du droit (avocat, conseiller Chambre territoriale des comptes, notaire, membre de l'Autorité de la concurrence) et des stages en première et deuxième année
- Place importante de l'anglais dans la formation (cours dispensés en anglais et cours d'anglais juridique)
- Un ancrage à la recherche par l'organisation par les étudiantes et les étudiants d'une Journée d'étude avec leurs enseignantes et leurs enseignants et en collaboration avec le Laboratoire de recherches juridique et économique (LARJE) et par la possibilité de choisir la voie de la recherche en S4 (mémoire de stage)



Langue(s) enseignée(s)	Anglais
Niveau d'entrée	Bac+3 (ou équivalent)
Mention(s) de licence conseillées	Droit
Durée	4 semestres
Nombre d'ECTS validés	120 ECTS
Régime d'études	<ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale • Formation continue
Fiche RNCP	RNCP38158
Lieu	Campus de Nouville
Stage	Obligatoire 6 à 8 semaines en 1 ^{re} année 4 mois minimum en 2 ^e année (si choix de la voie professionnelle)

Aménagements pour les publics ayant un profil spécifique :

Pour les profils spécifiques, des aménagements de suivi des enseignements et de passation des examens sont prévus.

Cellule d'Accompagnement Spécifique des Etudiants (CASE) :

bve_handicap@unc.nc

Possibilités de réorientation

Il est possible de se réorienter à l'issue de la première année de master vers une autre mention et/ou un autre parcours en 1^{re} année (M1) ou en 2nde année (M2).

Pour candidater en 1^{re} année de master, à l'UNC ou dans une université métropolitaine, rendez-vous sur la plateforme Mon Master :

<https://monmaster.gouv.fr/>

Pour candidater en 2^e année de master, rendez-vous sur les sites internet des établissements proposant la mention et/ou le parcours visé(e)s et prenez connaissance des modalités de candidatures internes à l'établissement.

Compétences acquises à l'issue de la formation

- Traiter une question de droit privé ou public en maîtrisant les techniques de qualification juridique et en situant les solutions de droit dans leur environnement social et économique.
- Construire une argumentation juridique en maîtrisant les techniques argumentatives et les procédés d'interprétation juridique.
- Analyser et tirer des enseignements des décisions de justice, des lois et des règlements.
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles.
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation.
- Maîtriser les règles d'applicabilité du droit de la Nouvelle-Calédonie au regard des transferts de compétences et du principe de spécialité législative

Métiers visés

Le titulaire du master mention Droit aura une maîtrise approfondie du droit tant privé que public, avec une spécialisation plus poussée dans l'une ou l'autre de ces branches. Il pourra exercer une activité de services en mobilisant les nombreuses compétences acquises : compétences techniques approfondies dans le domaine juridique, judiciaire, administratif... et aura la possibilité de se présenter à la quasi-totalité des concours de la fonction publique (concours administratifs et/ou judiciaires notamment).

- **Juriste d'entreprise ou en collectivités territoriales**
- **Avocat (après concours et école)**
- **Magistrat (après concours et école)**
- **Juriste d'affaire**
- **Mandataire de justice**

Poursuites d'études

Le Master Droit de la Nouvelle-Calédonie permet de poursuivre des études en s'inscrivant en Doctorat. Les étudiants dont le parcours professionnel est axé sur la recherche juridique peuvent en effet choisir en semestre 4 la voie recherche à la place du stage de 4 mois et rédiger un mémoire de recherche. Ils sont alors en mesure de candidater à l'École doctorale du Pacifique (EDP).

Plus d'informations sur

<https://unc.nc/recherche/ecole-doctorale/presentation-de-lecole-doctorale-du-pacifique/>

Programme de la formation

Ce master forme des juristes spécialisés en droit calédonien, intégrant ses spécificités institutionnelles et économiques. Il couvre le droit public, privé et les enjeux de l'outre-mer, avec un accent sur la légistique et l'anglais juridique. La formation allie théorie et pratique grâce à des stages et des enseignements professionnalisants, préparant ainsi les étudiants aux carrières juridiques en Nouvelle-Calédonie et au-delà, et éventuellement à la voie de la recherche.

Quelques exemples d'enseignements :

- Droit des collectivités de Nouvelle-Calédonie
- Droit fiscal approfondi de Nouvelle-Calédonie
- Droit social de la Nouvelle-Calédonie
- Droit de la consommation de la Nouvelle-Calédonie
- Droit de la commande publique en Nouvelle-Calédonie
- Légistique ➤ Anglais juridique



Contacts

<p>Pour toute question d'ordre pédagogique</p> <p><i>Maquette, organisation de la formation, etc.</i></p>	<p>Responsable pédagogique Jeanne ADRIAN jeanne.adrian@unc.nc</p>
<p>Pour toute question relative à la scolarité</p> <p><i>Emploi du temps, relevés de notes, changement de TREC, inscriptions pédagogiques, contrat d'études, etc.</i></p>	<p>Bureau de scolarité du département DEG sp-deg@unc.nc 290 300 – 290 305</p>
<p>Pour toute question relative à la reprise ou poursuite d'études en Formation Continue</p> <p><i>Demande d'information, tarifs, étude du profil apprenant, etc.</i></p>	<p>Service de la Formation Continue sfc@unc.nc 290 490</p>
<p>Pour toute question relative à l'orientation ou l'insertion professionnelle</p> <p><i>Construire son parcours étudiant et son orientation, s'insérer dans le monde professionnel, trouver un stage, etc.</i></p>	<p>Service d'orientation et d'insertion deve_ofnp@unc.nc 290 032</p>
<p>Pour toute question relative aux démarches d'inscription</p> <p><i>Inscription administrative, bourses, transfert de dossier, etc.</i></p>	<p>Bureau Vie Étudiante deve_bve@unc.nc 290 290</p>